

Isabel Georges et Pierre Tripier (dir.)



La démocratie participative au Brésil

Promesses tenues et
dynamiques ouvertes



P.I.E. Peter Lang

La démocratie participative au Brésil

**Promesses tenues
et dynamiques ouvertes**



P.I.E. Peter Lang

Bruxelles · Bern · Berlin · Frankfurt am Main · New York · Oxford · Wien

Isabel GEORGES et Pierre TRIPIER (dir.)

La démocratie participative au Brésil

**Promesses tenues
et dynamiques ouvertes**

Nous tenons à remercier l'IRD (Institut de recherche pour le développement) et l'UMR 201 « Développement et sociétés », ainsi que le projet LATINASSIST (à la base de l'appel à projet ANR « Les Suds II ») pour le soutien financier qu'ils ont bien voulu apporter à la publication de l'ouvrage.

Nous devons une reconnaissance particulière à Hélène LE DOARE, dont la contribution à cet ouvrage dépasse largement une simple traduction des textes originaux du portugais.

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'éditeur ou de ses ayants droit, est illicite. Tous droits réservés.

© P.I.E. PETER LANG S.A.

Éditions scientifiques internationales

Bruxelles, 2012

1 avenue Maurice, B-1050 Bruxelles, Belgique

www.peterlang.com ; info@peterlang.com

Imprimé en Allemagne

ISBN 978-90-5201-869-0

D/2012/5678/59

Information bibliographique publiée par « Die Deutsche Bibliothek »

« Die Deutsche Bibliothek » répertorie cette publication dans la « Deutsche Nationalbibliografie » ; les données bibliographiques détaillées sont disponibles sur le site <<http://dnb.ddb.de>>.

Table des matières

Introduction	9
---------------------------	----------

Isabel Georges et Pierre Tripier

PREMIÈRE PARTIE. LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE DANS LA PERSPECTIVE HISTORIQUE DE SÃO PAULO

À la périphérie de la politique. Ethnographie d'une action collective dans les zones de la périphérie de São Paulo	27
---	-----------

Gabriel De Santis Feltran

DEUXIÈME PARTIE. CITADINITÉ ET CITOYENNETÉ

Les <i>catadores</i> sur le devant de la scène. Dramaturgie politique au cœur de São Paulo	55
---	-----------

Daniel De Lucca Reis Costa

La gouvernance des initiatives populaires. Les programmes municipaux d'économie sociale et solidaire de la région métropolitaine de Porto Alegre, Rio Grande do Sul.....	77
---	-----------

Rosinha Da Silva Machado Carrion

TROISIÈME PARTIE. UN TOIT GRÂCE À LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

Pauvreté et réseaux sociaux dans une favela de São Paulo.....	95
--	-----------

Ronaldo Rómulus De Almeida et Tiarajú Pablo D'Andrea

L'entraide autogérée, un procédé innovant dans la production de l'habitat populaire. Une approche critique	113
---	------------

João Marcos De Almeida Lopes et Cibele Saliba Rizek

**QUATRIÈME PARTIE. LE BRÉSIL ACTUEL
DES INDUSTRIES ET DES SERVICES AUX PERSONNES**

La Câmera Regional do Grande ABC. Une nouvelle forme institutionnelle	137
<i>Marcia De Paula Leite</i>	
Des « street-level bureaucrats » féminins. Le cas des agents communautaires de santé et des agents de protection sociale de la région métropolitaine de São Paulo	161
<i>Isabel Georges</i>	
Conclusion	179
Notices biographiques	183

L'entraide autogérée, un procédé innovant dans la production de l'habitat populaire

Une approche critique

João Marcos DE ALMEIDA LOPES
et Cibele SALIBA RIZEK

*Université de São Paulo – Institut d'Architecture et d'Urbanisme,
São Carlos (Brésil)*

Introduction

L'objectif de la recherche présentée ici est d'« identifier, répertorier, évaluer et divulguer les procédures innovantes mises en œuvre dans la gestion de la production d'un habitat destiné aux bas revenus afin de contribuer à la formulation de programmes publics axés sur le logement ».

Il s'agit, plus précisément, de procéder à des analyses de cas où la production de logements a eu recours à des formes d'organisation populaire qui ont voulu faire de l'usager¹ organisé collectivement, l'administrateur autonome des moyens de production de son logement. Le *mutirão*, [qui est une pratique sociale populaire d'auto-construction], peut

¹ Si le terme « usager » est compris sans une référence qui le spécifie, on peut croire qu'il s'agit d'une dénomination générique désignant un sujet également générique qui dispose de l'usufruit de biens produits dans le cadre de programmes de logement, toujours génériques. Dans le cas de la recherche en question, cet « usager » correspond à un sujet complexe qui réunit, dans ses activités définies par les modalités spécifiques du programme ici analysé, la condition d'*ouvrier*, car il applique directement sa force de travail à la production du logement, celle de *membre d'une coopérative*, en étant un agent collectif, habilité et structurellement légitimé, du processus de négociation avec les organismes de financement du logement, et *propriétaire*, dans la mesure où il assume non seulement les obligations dérivées de sa responsabilité dans les décisions administratives pour la production de son logement mais aussi, parfois, le comportement particulier à un « *maître de la maison* » : là, celui qui commande, c'est lui.

n'impliquer que la seule force de travail du futur habitant, mais ce que nous voulons étudier ici est le *mutirão* autogéré.

On ne peut cependant se contenter d'évaluer les aspects objectifs et visibles de ce type particulier de production de logement, car ce qui se voit le plus est justement le simple recours à une force de travail dite gratuite. Or un examen rapide de ce qui a été écrit sur le sujet pourrait ne nous révéler que les liens noués à la surface des choses, nous rendant incapables d'aller au-delà des mécanismes qui mesurent en statistiques l'efficacité, ou l'inefficacité, d'un programme déterminé de logement. Divers essais et recherches sont arrivés à des conclusions opposées : soit on recommande de purger les politiques publiques de cette pratique, évaluée négativement sur la base de critères appartenant à d'autres cadres d'analyse, soit on la conçoit comme « la » solution au problème du déficit en logements que connaît le Brésil, et une voie vers « la construction de la citoyenneté » qui passe par l'édification d'une maison de ses propres mains. Cela revient à affirmer secrètement que la soumission à cette forme de pénitence civile est une condition indispensable à la conquête du « paradis » qu'offre une juste appartenance à la cité.

Par ailleurs, une recherche de cette ampleur doit se soucier de l'impact que pourrait avoir la transformation pragmatique et simpliste de ses résultats en recommandations. Comme celles-ci vont orienter, dans la production nationale de l'habitat, le choix de pratiques dites « alternatives » ou « innovantes », ou leur généralisation libre et inconditionnelle par l'intermédiaire de programmes, de plans, de politiques, on ne peut faire l'impasse d'une analyse plus approfondie permettant de se faire une opinion prudente des éléments que de telles pratiques conjuguent.

Ainsi, nous voulons éviter les positions extrêmes et dépasser les évidences auxquelles aboutit l'analyse systématique des données concernant quelques expériences paradigmatiques de production de logements par *mutirão* et autogestion qui ont, de notre point de vue, la vertu de nous donner une vision de l'ensemble un peu plus claire. Nous souhaitons réaliser la symbiose d'une double approche du problème : analyser les procédures, mécanismes, discours, processus et résultats sans nous en tenir à l'objectivisme très souvent revendiqué par les méthodologies de l'Évaluation Post-Occupation², sans nous limiter aux déductions statistiques des surveys, qui parfois, « gèlent » les informations et sans nous perdre non plus dans des conjectures détachées de la réalité pratique du monde des coûts, de l'univers du chantier, de la dynamique des relations entre individu et collectif, des processus de production du

² Il s'agit d'une forme d'évaluation quantitative et uniformisée élaborée par des institutions internationales comme la Banque Mondiale.

projet et d'organisation de la force de travail, des procédés opérationnels prescrits dans les programmes d'habitat, etc.

Aussi avons-nous établi, dès le point de départ, une conception en réseau offrant à nos travaux une structure où peuvent converger les deux versants de l'analyse : une matrice issue de l'approche ethnographique et un autre ensemble intégrant les techniques de construction de la production du logement, la méthodologie adoptée les tissant en une seule maille analytique. Il n'est pas nécessaire d'évoquer le manque quasi-total de cohérence entre procédures, méthodes et postures qui très souvent a paru bloquer la poursuite de la recherche.

Pourtant, ce sont justement les questionnements suscités par la diversité même des approches qui nous a permis de comprendre la grande complexité de l'univers qu'il fallait affronter, ce qui a supposé non seulement le recours à des postures préétablies, mais aussi l'établissement d'autres paramètres d'analyse, de réflexion et de critique. Nous nous sommes d'abord demandé : quel *mutirão* ? quelle autogestion ? Que veut dire « procédure innovante » ? Pourquoi l'« innovation » apparaît-elle presque invariablement quand on veut argumenter en faveur de la production d'un habitat destiné à la population de bas revenus ? Y a-t-il une procédure généralisable dans un pays comme le Brésil qui abrite une telle diversité ? Qu'entend-on alors par « programme public » ?

Pour élaborer nos propres formulations, il a fallu les penser avec d'autres dimensions à partir du questionnement portant sur le caractère et l'approche, l'objet et le terrain de la recherche programmée.

À propos du caractère et de l'approche de la recherche

Nous avons commencé par identifier trois aspects, selon nous, « innovants » – c'est-à-dire qui se présenteraient comme une nouveauté par rapport aux pratiques historiquement liées à la production de l'habitat populaire – dans les processus de ce type spécifique de promotion de l'habitat dont il faut faire l'évaluation :

– nouveaux modes de gestion populaire des fonds publics : conception et mise en place de procédures autonomes de gestion des ressources publiques investies dans la production de l'habitat. Il convient alors d'articuler des mécanismes autogestionnaires pour l'administration des travaux et d'inciter la société civile à s'organiser à travers des associations communautaires ; par ailleurs, ce genre de procédures finirait par promouvoir une sorte d'audit « non officiel » de la production de l'État et un plus grand contrôle populaire et autonome de l'investissement public ;

– nouveaux procédés technologiques : agencement de pratiques pour le développement de projets et la mise en chantier des travaux, en

recherchant une réelle réduction des coûts, une rationalité productive et une appropriation adéquate du processus, sans que ce soit au détriment de la bonne qualité du logement ;

– nouvelles modalités dans la pratique politique et sociale : démocratisation du savoir technique, nouvelles relations entre producteurs et produits, transformation des rapports de genre, organisation de la vie collective, nouvelles formes d'insertion dans la ville sur le plan fonctionnel et politique, nouveau schéma de relations entre société civile et État, etc.

Ce sont justement ces aspects qui définiront le caractère de la recherche en en précisant les spécificités. Avant de procéder à une évaluation trop rapide de ces innovations, nous avons débattu de quelques points :

a) À propos d'« innovations », ce sont des innovations par rapport à quoi ? Il faut partir d'une approche critique de ce qui est « alternatif » s'agissant de la production de logements pour une population à faibles revenus, et, plus précisément de la gestion de cette production. Il est très commun de défendre des pratiques « alternatives » pour tout simplement comprimer les coûts de l'habitat populaire. Il est également très commun de réaffirmer l'équation moindre prix = plus grande quantité = élargissement du taux d'approvisionnement, ce qui finit en dernière instance par suggérer que les processus « alternatifs » de production et de gestion peuvent exister sans que soit introduit dans l'équation le facteur qualité ;

b) Quand nous disons « qualité », qu'est-ce que cela signifie ? L'observation conjointe de la qualité des projets, quels qu'ils soient, de la qualité de l'espace urbain qui est géré et de la qualité des lieux de sociabilité implantés dans les ensembles de logements produits pour les pauvres, conduisent à mieux qualifier ce que veut dire le mot « qualité » ;

c) Jusqu'à quel point « la gestion partagée » ne se confond-elle pas avec les processus actuels qui vident les fonctions de l'État de tout contenu ? Jusqu'à quel point une « autonomie administrative concédée par l'État à un groupe juridiquement habilité et intéressé à améliorer le plus possible la performance de cette activité « administrative » ne ressemble-t-elle pas à n'importe quelle concession d'un service public, comme l'entretien des routes par exemple ? Ainsi, jusqu'à quel point des pratiques dites « autogestionnaires » ne glissent-elles pas, avec le transfert direct des fonctions originellement attribuées à l'État, vers une sorte d'anomie institutionnelle résultant d'une logique de tertiarisation précaire ? Y a-t-il une différence au fond entre une autonomie démocratique et populaire dans la gestion des fonds publics et l'hétéronomie qui se développe face aux processus qui vident l'État et privatisent des dimensions historiques du secteur public ?

d) Comment s'énonce la distinction entre « *mutirão* » et « autogestion » ? Sans aucun doute existe une pluralité de sens juxtaposés, que ce soit dans l'approche des gestionnaires de l'État ou dans celle des mouvements sociaux, de l'assistance technique et de la production scientifique. Chaque signification pourtant entraîne une différenciation plus ou moins grande entre les deux termes, l'un étant souvent utilement soumis à l'autre.

e) Enfin, et sans prétendre épuiser l'éventail des questions : la confusion entre « plan » et « programme » permet souvent de fragmenter et de subvertir le sens du terme « politique publique ». Très souvent, le *mutirão* – et même l'autogestion – est élevé au rang de politique de logement. Or la planification de l'action étatique a un caractère politique inaliénable. Si un programme adopte la forme d'un plan d'approvisionnement détaché d'une politique qui puisse réellement structurer la planification de la production de l'habitat au Brésil, le *mutirão* autogéré, en devenant synonyme de politique de logement, supprime alors la possibilité même de faire exister une politique publique dans ce domaine. Une telle lacune favorise en outre la réapparition dans l'approvisionnement de logements par l'État, de mécanismes clientélistes (tirage au sort, vente de droits d'entrée dans un *mutirão*, adhésion des leaders aux pratiques d'échanges de votes contre des faveurs, etc.) sauf qu'ils sont cette fois légitimés par une « politique participative de logement ».

À propos de l'objet

La recherche a ajusté son approche aux spécificités de son objet : « identifier et analyser les principaux programmes et projets alternatifs d'habitat populaire, basés sur le *mutirão* et l'autogestion, et déjà réalisés au Brésil ». Elle avait à circonscrire très clairement cet objet, à la fois en le situant dans un tout et en le détachant de l'ensemble de la production récente de logement. La construction d'une matrice de référence s'est également révélée indispensable pour l'inscrire dans un contexte déterminé, politique, social et critique.

Il fallait alors constituer une toile de fond, en récupérant des références, des textes, des études, des informations et des données concernant les programmes et les actions qui prévoyaient, outre l'investissement de la force de travail des futurs habitants, la dotation de ressources destinées à la construction des logements et leur administration autonome que l'organisation des *mutirantes*³ rend juridiquement possible. Ce

³ Une observation importante : si l'idée d'« autonomie » présuppose l'absence de régulation coercitive de structures juridiques exogènes, il semble paradoxal que soit indispensable à l'exercice d'une quelconque autonomie dans le processus de production de l'habitat sur la base du *mutirão* autogéré le recours à une forme juridique

fut là sans doute le schéma conducteur de toute la recherche qui a orienté, entre autres, la collecte bibliographique, les séminaires thématiques, les groupes de lecture.

En premier lieu, il nous fallait expliciter les transformations dans la physiologie de la gestion publique et la façon dont l'administration publique s'était approprié le binôme *mutirão*/autogestion. Étant donné la conjoncture des dix dernières années, cela signifiait évaluer même les formes d'intervention de l'État sur la ville et les modes de gestion de la demande publique urbaine. Peut-on parler, à cette époque, en termes de politique publique ? Ne s'agirait-il pas simplement de « gestion de besoins » (expression empruntée à Laymert Garcia dos Santos) ? L'État s'approprie une pratique soutenue par les mouvements de quartier au cours des années 1980, en la transformant en un programme qui lui permet d'élargir, au détriment des pauvres, sa capacité de production en matière de logement, tout en limitant toujours davantage le volume des investissements destinés à l'habitat populaire. Il ne serait donc pas mensonger d'affirmer que ce programme ne serait qu'un mécanisme d'ajustement sommaire, parmi d'autres, entre les nouvelles formes d'organisation structurelle de l'État et les diverses façons de réduire la demande publique. Et cela sans que ce soit l'expression d'un reste d'autoritarisme ou le résultat du discrédit des attributions étatiques. Ne peut-on pas plutôt penser que l'État ne fait que dupliquer un processus d'approvisionnement de logements accentuant les anomalies produites par ces formes précaires de production de la ville qui finissent par détruire l'environnement urbain ? Quelles seraient les modifications et les transformations réelles de la position publique face à la problématique du logement et lesquelles seraient, sous des configurations différentes, de simples répétitions d'anciennes postures ?

Nos travaux de recherche conduisent à penser que la solution à ces questions ne relève pas de la seule administration publique. En effet, même si elles paraissent s'inverser de façon à peine discernable, les pratiques choisies par cooptation ne pourraient modifier la technostructure de l'État, autrement dit, il importe peu que le *mutirão* s'accompagne ou non d'autogestion. Les transformations des structures de gestion publique ne dépendraient pas du mode d'appropriation des demandes et

d'organisation des participants au *mutirão* : associations communautaires, associations d'habitants, clubs de mères, fédérations, confédérations, etc. qui finissent par correspondre à des variations autour du même thème (le statut juridique est presque toujours le même, des associations sans but lucratif), et permettent l'adoption de formes diverses d'organisation fonctionnelle des groupes. Pourtant, mieux vaut préciser, au cours de la recherche, ce qu'était cette notion d'*autonomie* : un autre terme qui porte un genre de polysémie proche de celle de termes comme *mutirão* et *autogestion* librement utilisés.

des pratiques populaires, elles ne seraient que les ajustements nécessaires à l'indifférenciation du mode de production de logement par l'État, qu'il ait recours à une entreprise maître d'œuvre ou à un *mutirão* autogéré.

Peut-être le problème se situe-t-il bien davantage au niveau de la fonctionnalité dynamique des mouvements sociaux et des rapports que ceux-ci établissent avec le pouvoir public, une situation qui se modifie sans cesse et à un rythme accéléré.

Pour construire cette toile de fond, il était indispensable de mener des recherches sur le pouvoir public mais aussi, tout aussi importantes, sur le corps du mouvement social et ses perspectives. À mesure que nous approfondissions nos diverses références historiques et les souvenirs de chacun des interviewés, il devenait impossible d'éviter de se questionner sur la transformation du mot d'ordre de « potentialité émancipatrice » porté par les mouvements sociaux à partir de la fin des années 1970. Ils sont plusieurs à avoir investi dans cette « possibilité émancipatrice », y compris en réclamant l'autogestion et l'autonomisation radicale par rapport à l'État. Quelles seraient donc les origines de ce genre de slogan et ses références historiques et quels sont les facteurs responsables de la tournure politique prise dernièrement par la lutte sociale ?

Nous avons dû reprendre certaines matrices de référence pour vérifier comment le binôme *mutirão*/autogestion a été approprié par les mouvements sociaux, par les mouvements de quartiers surtout, et comment les spécificités de chaque dispositif, selon les différentes régions étudiées, ont fini par instituer des pratiques distinctes, tout en portant toujours l'empreinte, au début, de cette « potentialité émancipatrice ».

Ainsi, depuis les pratiques autochtones d'aide mutuelle pour la culture du manioc chez les Indiens (le « *muxirão* ») ou parmi les petits agriculteurs qui s'entraident dans les travaux des champs, en passant par les formes urbaines spontanées de coopération pour la construction d'une maison, on voit que le *mutirão*, peu à peu, intègre des éléments d'une rhétorique qui va au-delà d'une simple adhésion à cette forme libre d'organisation du travail.

Le titre du livre de John F. C. Turner, publié en 1976, est bien symptomatique « Housing by People » ou dans sa version espagnole « Vivienda : todo el poder para los usuarios ». Turner présente une série d'idées en gestation depuis 1957, date à laquelle il va vivre au Pérou, où il reste jusqu'en 1965, et travailler sur l'habitat populaire. Dans un article de 1983, il réaffirme que la meilleure attitude que l'État puisse adopter pour améliorer l'habitat populaire est de s'abstenir de produire lui-même des logements. Il soutient que l'« approvisionnement centralisé » doit faire place à l'« autogestion locale » car l'État est incapable, sur le plan

opérationnel, de répondre aux demandes effectives de la population pauvre à travers la fourniture directe de logements, ces projets « clefs en main » comme on les appelle. Sur la base de ses observations sur les « *pueblos jóvenes* », ces implantations de population issues de processus intenses d'occupation de terres au Pérou, Turner affirme : « Malgré toutes leurs déficiences, ce type d'entreprises auto-organisées, auto-construites et auto-administrées, formaient de véritables communautés qui ont débouché sur la mise en œuvre de nombreuses activités génératrices de revenus, contrairement aux projets de logement implantés par l'État qui ne servent qu'à drainer de maigres ressources » (Turner, 1989, p. 88).

Loin de vouloir abolir l'action de l'État, il ne s'attarde pas sur le caractère politique de cette « autogestion locale », et se borne à demander une modification de la posture politique de l'État qui consisterait à changer le caractère provisoire de son intervention et à opter pour des « actions s'inscrivant fondamentalement dans un cadre législatif et administratif » : « Ainsi, la nouvelle génération des mesures politiques ne sera pas basée sur des programmes gouvernementaux au sens conventionnel du terme, mais sur des programmes autodéterminés, auto-organisés et auto-administrés par les personnes mêmes qui ont besoin des biens et des services qu'ils revendiquent réellement » (*id.*, p. 91).

D'un autre côté, la façon dont l'Uruguay assume l'approvisionnement en logements depuis la fin des années 1960 (la loi 13 728, *Ley Nacional de Vivienda*, reprenant les recommandations du Plan Nacional de Vivienda de 1962, a été entérinée en 1968) va peut-être devenir une référence de base dans la construction de cet imaginaire autogestionnaire de production de logements. L'expérience uruguayenne avait alors une connotation politique bien plus marquée, principalement parce qu'elle est, sur le plan opérationnel, liée aux organisations syndicales du pays. On connaît, par exemple, la résistance des Coopératives de logement durant toute la période où l'Uruguay vivait sous un régime d'exception.

C'est à partir de ces matrices originelles que le Brésil a pu penser la production de logements dans le cadre d'un système d'entraide et sur la base de principes autogestionnaires. Elles ont été, peu à peu, diffusées par les techniciens et cultivées par les mouvements sociaux, dans un premier temps, pour être par la suite acceptées, sous une forme programmatique, par le pouvoir public. Selon certains témoignages, la région nordestine paraît avoir été influencée surtout par les idées de Turner⁴ tandis que le Sud et le Sud-Est paraissent s'ancrer davantage

⁴ Sous une forme encore balbutiante dans le Projet Taipa, d'Acácio Gil Borsó, à Cajueiro Seco ou même par le groupe ThABA, avec les expériences de technologies

dans l'expérience uruguayenne⁵. Par ailleurs, les mouvements sociaux urbains ont également entrepris, depuis les années 1960, diverses actions visant à l'installation dans la ville de ceux qui migrent ou simplement pour faire face aux conflits qui, d'une certaine manière, ont influencé leurs mobilisations. Ainsi, les premières manifestations du Mouvement de Quartiers concernaient l'accès à l'eau, à l'électricité et à la possession du sol dans les favelas situées dans des villes comme São Paulo, Rio de Janeiro, Belo Horizonte, Salvador, Fortaleza ou Belem.

Pour constituer une matrice de référence et consolider un terrain de recherche, comme nous le verrons plus loin, il nous fallait prendre en compte un mouvement précoce qui, déjà en 1989, à Fortaleza, s'organise autour de l'habitat. Selon les témoignages, la favela Pirambu, une des plus grandes du Brésil, serait la protagoniste, entre 1958 et 1962, d'une des premières histoires de lutte organisée pour l'occupation du sol urbain. Résistant contre les nombreuses tentatives de déguerpissement, leur implantation se maintient au même endroit en s'appuyant sur une organisation populaire autonome qui se consolide grâce à l'intégration d'activités productrices (herbes médicinales, produits pharmaceutiques basés sur la phytothérapie) la prestation de services (hébergement et thérapies médicinales) et l'éducation (crèche, école de théâtre, activités extrascolaires, etc.).

Les circonstances qui ont entouré le processus d'urbanisation de Brás de Pina, dans la ville de Rio de Janeiro, sont également significatives. Carlos Lacerda, par ses commentaires grossiers, a déclenché en réaction une ébauche d'action autogestionnaire : « si les habitants, a-t-il dit, préféreraient vivre dans la boue, ils seraient traités comme des porcs » (Santos, 1981, p. 34). Il se plaignait en effet dès 1965, de la résistance opposée à la délocalisation de la favela et au transfert de ses habitants vers un de ces ensembles construits pour les accueillir. Le développement du processus d'urbanisation relèvera désormais d'agences gouvernementales.

Nous voulons aussi montrer comment les mouvements de quartiers dans les favelas de Belo Horizonte se sont rassemblés pour s'opposer à l'implantation d'un programme créé par le gouvernement de l'État de Minas Gerais en 1979, visant à urbaniser les favelas de la capitale

de la construction dans le CEPED, à Camaçari, à Bahia, jusqu'à la présence d'une agence française GRET, à Fortaleza, à travers l'action d'Yves Cabannes.

⁵ Le mouvement coopératif dans le Rio Grande do Sul, sous une forme plus générale ; le cas de São Paulo, principalement, est le fruit de l'action de l'ingénieur Guilherme Coelho qui, à partir d'une présentation répétée d'un film super 8 réalisée sur les Coopératives uruguayennes, arrive à « contaminer » l'imaginaire des régions périphériques et des ingénieurs ou architectes de la São Paulo au début des années 1980.

minière : le Programme de Développement communautaire (PRODECOM). Les actions pratiques nécessitées par la réalisation des travaux ont provoqué de fortes mobilisations parmi les habitants des favelas concernées. Elles ont donné naissance à une série d'instances, liées à l'organisation populaire, qui ont commencé à établir des liens directs, avec prudence certes mais aussi en toute autonomie, avec les organismes de gestion du programme. Il y eut quatre années d'un dialogue relativement intense, qui fut affaibli par la gestion suivante, lorsque Tancredo Neves devenu gouverneur de l'État en 1983, transfère le PRODECOM au Secrétariat du Travail et de l'Action sociale et finit par suspendre le programme en 1984. Le Programme Municipal de Régularisation de Favelas Prófavela, créé en 1983 lui succède et sa gestion est confiée à l'administration municipale. Mais il semble se limiter aux seuls aspects juridiques et fonciers s'intéressant davantage au problème de la propriété du sol et moins aux améliorations de l'habitat et de l'urbanisation, ce qui finit par démobiliser nettement le mouvement des habitants de la favela et par instaurer une nouvelle étape dans la logique des relations entre le pouvoir public et la population pauvre de la ville.

Enfin, à São Paulo aussi, ces nouveaux mouvements de quartier conduisent à une série d'occupations qui, débutant au moment de la gestion d'Olavo Setúbal (1975-1979), atteint son apogée avec l'occupation historique de la Fazenda Itupu, propriété de l'IAPAS en septembre 1981 puis des terrains appartenant à la télévision Record, dans le Parc Europa, mobilisant un grand nombre de familles de la zone sud de la ville. Après de violentes tentatives pour les en déloger, les familles se sont rassemblées autour de leaders qui ont ouvert la voie à une possible négociation avec le pouvoir public : « dans l'invasion d'Itupu, le mouvement a posé sur la table de discussion des points concrets », selon Olimpio de Silva Matos, un dirigeant qui a marqué la zone sud par le rôle important qu'il a joué dans l'urbanisation de la favela Recanto da Alegria dans le Grajáú. C'est dans cette mouvance que sont nés les divers mouvements de la zone sud qui, peu à peu, tireront des avantages des négociations menées avec les pouvoirs publics. Se constituant en coordination, le mouvement de quartiers de la zone sud est arrivé à négocier la possession de 885 000 m² de terres appartenant à l'Institut Adventiste et d'un autre lot, de moindre extension, dans le Parc Fernanda. Durant 9 jours, en août 1983, le Mouvement de quartiers organise un important sit-in devant la COHAB (Compagnie Municipale d'Habitation). À travers ce genre d'actions et après d'autres occupations de terres, il met en place cette même année une série de *mutirões* et en août 1984, organise la Première Rencontre des Mouvements de Quartiers – Coopératives, Entraide et Autogestion.

Cette rapide esquisse des références mises au jour par la recherche souligne deux aspects importants :

1) Bien que le *mutirão* soit une pratique courante dans la culture de l'entraide au Brésil, il n'est lié en rien à ce qu'on appelle autogestion, c'est-à-dire à une gestion autonome de processus productifs impliquant une organisation collective et participative des mécanismes d'administration des ressources, quelles qu'elles soient.

2) D'un côté, le référentiel théorique des formulations, qui servent de substrat aux procédures autogestionnaires pour la production de logements au Brésil, est tiré d'expériences extérieures au pays (les formulations théoriques de Turner et les coopératives d'Uruguay). Mais d'un autre, le contexte qui est créé et qui crée les conditions de l'apparition d'un mouvement de quartiers, demandant l'application de ces procédures, ne ressemble en rien aux conditions sociopolitiques que sous-tend ce genre de formulations.

Nous avons observé que les procédés autogestionnaires de la production de logement sont inextricablement liés au mode d'organisation de la force de travail : un travail gratuit, qui coûte cher, en tant que surtravail, au futur habitant. Ainsi, une grande partie de la potentialité émancipatrice que l'on pourrait attendre du processus de production s'appuie sur la conjugaison perverse de mécanismes qui rabaissent relativement le montant des ressources nécessaires à la reproduction du sujet qui s'y engage. Comme si on craignait de jeter le bébé avec l'eau du bain, on se limite souvent à une évaluation hâtive du binôme qui ne permet pas de voir les particularités de chaque facteur. Par ailleurs, les procédés autogestionnaires de production de logement ont été systématiquement adoptés sans qu'on se préoccupe d'évaluer le contexte ou de procéder à un ajustement des moyens. Or s'agissant d'une formulation imaginaire originale des mouvements et de ceux qui les assistent, le risque n'est pas grand, du coup, il convient, tout au long du processus, de percevoir les spécificités de chaque contexte. Cependant, la pratique devenant programme, elle rend explicites les dysfonctionnements et les incompatibilités : là on a affaire à une organisation syndicale, ici à un mouvement populaire ; là c'est un plan et une loi qui régule la production autogestionnaire de logement dans tout le pays ; ici les programmes ne constituent même pas une politique d'habitat. Là des coopératives ont la capacité juridique d'organiser l'entraide collective, la propriété commune et la régularisation de sa commercialisation ; ici, ce sont des associations communautaires qui, tant bien que mal, maintiennent leur fonction d'agent promoteur et exercent seulement une médiation temporaire entre l'agent financier et le membre de la coopérative en bout de chaîne.

À partir de ces observations, nous avons pu élaborer un cadre d'analyse et conclure à l'inadéquation de ce genre de procédés. Pourtant, la

relation entre le macro (gestion publique/mouvements sociaux) et le micro (expériences localisées), alimentée par des éléments convergents et conflictuels, a été déterminante pour analyser ce qui fait le « succès » ou l'« échec » de ces procédés. Il a fallu donc faire l'effort d'entrer dans une analyse complexe limitée à la seule présentation ici de quelques considérations en fin d'article.

Le terrain de la recherche

Une fois réalisée la matrice historico-théorique, nous nous sommes tournés vers des expériences définies comme études de cas, et circonscrites aux villes de São Paulo, Fortaleza et Belo Horizonte. Originellement, nous nous proposons de faire un point argumenté sur les « résultats de ces programmes (de production de logement) et des projets réalisés dans les villes de São Paulo, Fortaleza et Belo Horizonte ». Le choix des trois capitales n'est pas fortuit : ce sont les seules villes brésiliennes qui ont formulé des programmes et des plans d'habitat plus organiques⁶ à partir d'actions orientées sur la production de l'habitat avec système d'entraide et s'inspirant de présupposés autogestionnaires.

Ce fait, cependant, ne garantit pas la similarité des contextes. Si São Paulo a connu une importante articulation de forces politiques autour des *mutirões* et l'apparition d'une large palette de propositions techniques et de projets, Fortaleza a vu les possibilités d'une gestion autonome de la production s'évanouir dans une « mer de *mutirões* » qui avaient reproduit, de façon symbolique, un nombre sans fin de dessins différents de *platibandas*⁷. Or, celles-ci, à part quelques rares exceptions, ne faisaient qu'occulter la précarité matérielle de la solution architecturale et urbanistique. Par ailleurs, si Fortaleza a réussi à concentrer et à assurer un flux convergent de ressources destinées aux *mutirões* (mairie, agences internationales, ONG, université et Église) São Paulo a beaucoup pâti de la suppression des financements au cours de la période Maluf/Pitta⁸. À Belo Horizonte, le combat pour l'obtention de ressources destinées à l'habitat s'est inscrit dans le cadre du Budget Participatif, une instance d'orientation générale des investissements dans les services urbains.

⁶ Il ne serait pas prudent d'infirmier l'existence de processus similaires, comme à Ipatinga, par exemple. Cependant, il importait que nous analysions les procédés qui ont pris la forme de structures programmatiques ou de systèmes de montage de crédit ou encore qui avaient dépassé le niveau symbolique : le projet-pilote, l'expérience localisée ou la pratique d'un autre temps.

⁷ Terme d'architecture qui désigne une bande horizontale (grille, mur, panneau) qui encadre la partie supérieure d'un édifice et qui a pour fonction de masquer le toit ou, dans sa version moderne, masquer quelque chose de la façade pour changer la nature de l'édifice. (NDT)

⁸ P. Maluf a été maire de São Paulo entre 1993-1996 ; C. Pitta entre 1997-2001.

Pourtant, les groupes les plus unis étaient justement ceux qui étaient liés aux Mouvements de Quartier, eux qui absorbaient pratiquement toutes les ressources disponibles pour l'investissement. La solution a été de créer un processus de discussion budgétaire exclusivement autour de l'habitat, l'OPH, auquel était destinée une part de ressources définie au préalable.

Certaines questions concernant l'orientation et les choix méthodologiques étaient incontournables : fallait-il déceler les points communs au-delà de la diversité ou souligner les spécificités et similarités et à partir d'elles organiser l'analyse ? Fallait-il questionner chaque expérience ou toutes les expériences ? Nous avons choisi de donner de l'importance au récit historique et critique de chaque expérience, c'est-à-dire de traiter les spécificités comme telles et à partir d'elles construire un cadre d'analyse et élaborer certains axes. Un chemin possible s'ouvrait, qui n'était pas donné au départ, celui que tracent les notions d'expérience, de « constellation d'acteurs », pour revenir ensuite au macro.

À titre de possible conclusion

Cet article est jalonné de pistes de conclusions. Tous les travaux, qu'ils soient bibliographiques ou de terrain (questionnaires, entretiens, données sur les études de cas, etc.), ont soulevé un très grand nombre de questions et conduit à une série d'observations sur les procédés mis en œuvre. Entre les 17 et 24 octobre 2004 a été organisé un séminaire de recherche « Politiques d'habitat par *mutirão* et processus autogestionnaires : Bilan critique d'expériences vécues à São Paulo, Belo Horizonte et Fortaleza ». Il se proposait de consolider les matériaux obtenus, de partager notre réflexion avec d'autres professionnels et d'approfondir le débat au sein de l'université. Les quelques conclusions auxquelles nous avons abouti sont ici présentées succinctement.

1. En premier lieu, il ne s'agissait pas de vérifier si les processus étudiés avaient ou non « réussi », le mûrissement des principales questions soulevées par la recherche nous l'a montré. En effet, quelles que soient les voies empruntées, la même question se posait : réussite par rapport à quoi ? Si l'argument avancé est la massification de la production, le *mutirão* autogéré n'y correspond pas : il s'agit d'une pratique fragmentée, qui exige à la base un large réseau organisationnel, qualifié et apte à assumer le processus de production massive de logements. Si le critère d'évaluation est la qualité, en supposant que les processus analysés confèrent une plus grande qualité au produit, la réussite revient à qui ? Si la dissémination de la pratique n'est pas possible, à défaut d'un réseau organisationnel de base qui en aurait la charge, le succès se limite aux participants, laissant à ceux qui n'arrivent pas à entrer dans les processus de *mutirão*, et ils sont nombreux, les vieux mécanismes typiques de

l'approvisionnement de logements : files d'attente, produits de très mauvaise qualité, inaccessibilité à cause de coûts annexes élevés, etc. Si le critère de vérification est le coût, l'idée de réussite doit aussi être pondérée : qui profite des économies réalisées grâce au recours à la force de travail du futur habitant ? Cette main d'œuvre n'est pas gratuite – elle ne l'a jamais été, et il est pour le moins erroné d'affirmer le contraire – et sa valeur est sans aucun doute ajoutée au produit. Mais quel est le retour effectif sur l'investissement réalisé ? Et qui s'approprie ce profit ? Dans la majorité des cas, à Fortaleza, par exemple, c'est l'État lui-même qui capitalise ce profit sous forme de dividendes politiques : à l'usager revient une petite unité d'habitation de 30 m² environ, située à des kilomètres du centre de la ville et mal desservie. Dans le cas de São Paulo et de Belo Horizonte, il est clairement prouvé que les processus d'urbanisation populaire, le *mutirão* entre autres, ont avec le temps permis la reconquête et la libération d'immenses zones urbaines, jusqu'alors ignorées du marché immobilier. De telles pondérations nous ont amenés à aborder avec une certaine prudence les « innovations » déjà mentionnées. Il nous fallait éviter de valoriser les processus en jeu en analysant la façon dont en fait se superposent, dans chaque étude de cas, les divers aspects du phénomène. Si dans une première approche, ceux-ci apparaissaient de façon positive, une best practice, ou négative, un surtravail, ils finissaient par revêtir des valeurs contradictoires dès lors qu'on les appréhendait avec plus de vigilance. Cette recherche ne peut être un abrégé, un livre de recettes ou de recommandations pragmatiques, elle peut offrir en revanche un aperçu critique qui aidera sans aucun doute à repenser la pratique elle-même, et à innover les « innovations ».

2. L'analyse des programmes mis en œuvre dans les trois capitales révèle une possible synonymie entre les mécanismes de gestion partagée des processus de production de l'habitat et les manifestations de la tertiarisation des services sous forme de concessions réalisées par l'État, nous l'avons commenté plus haut. Il a fallu vérifier que le processus même de gestion partagée peut, à divers moments, finir par faire entrer la pratique dans l'univers de l'action politique, au sens fort du terme. Il constitue en effet un rappel et une réélaboration des fonctions qui étaient originellement attribuées à l'État, particulièrement le rôle de dispensateur de bénéfices sociaux (si l'on considère que l'habitat est un droit et non seulement une simple marchandise) à partir de la capitalisation des ressources tirés des impôts et des taxes et de leur redistribution en tant que fonds publics. Ainsi, si l'objectif du groupe est de produire des logements pour ses membres, des logements de qualité à un coût socialement juste, et si celui de l'État est de créer des conditions propices à la production de logements de bonne qualité et à un prix juste, alors la combinaison de ces objectifs aboutit à un mode de relation entre groupe et État différent de celui qui s'établit entre Capital et État. L'objectif

d'une entreprise concessionnaire est le profit et l'État lui concède, à un coût souvent socialement injuste, le droit d'exploiter commercialement une activité relevant originellement de son contrôle. Donc la gestion partagée ne peut se confondre avec la « tertiarisation », et l'administration autonome des ressources investies dans la production de logements poursuit, présuppose et propose des principes autogestionnaires pour administrer les bénéfices sociaux et atteindre des objectifs originellement attribués à l'État. Autrement dit, il s'agit d'un partage d'un pouvoir fractionné et non d'un partenariat privé d'un pouvoir centralisé.

3. Nos déductions, sur le plan des évaluations objectives, sont liées à la prise en compte, nous l'avons dit, de certains points. Si le pouvoir public d'un côté fait surgir des obstacles à cause des engagements de ses institutions, il est impossible d'évaluer l'impact des coûts et des délais, dès lors que l'investissement nécessaire au déclenchement de l'action de l'État est énorme. Les mobilisations populaires comme les importantes évaluations techniques, chargées de prouver l'efficacité du processus, paraissent consommer un investissement supérieur à celui que nécessite le processus lui-même. Même si c'est une décision politique qui établit la pratique, le niveau technico-opérationnel finit par impliquer quand même des investissements très lourds d'origine externe (mouvements, ONG, universités, agences internationales, etc.). Il s'agit de couvrir, outre les interminables processus d'analyse et de révision de projets, les coûts du travail préalable exigé par des évaluations qui ne conduisent pas à des conclusions techniques, que ce soit un étalonnage ou des justificatifs de prix, pour qu'il y ait ajustement aux termes de référence imposés par le gestionnaire public. Si d'un autre côté, le pouvoir public adhère à la mise en œuvre de la pratique, l'évaluation risque d'être erronée avec l'occultation, dans les méandres des routines opérationnelles, du caractère politique de la pratique, les dimensions effectivement autogestionnaires se diluant dans le grand chaudron du clientélisme. De plus, le respect presque obsessionnel de la rigueur bureaucratique, par crainte de promouvoir une gestion partagée du pouvoir, une grande vitrine en fait, finit par impliquer aussi des coûts excessifs pour le suivi des documents, des projets ou des procédures pratiques. Peut-être, une voie, prédite par la recherche, serait-elle de repenser la pratique mise en œuvre par les mouvements sociaux et non par le pouvoir public : il appartiendrait au mouvement et à ses instances d'approfondir la critique et de redélimiter clairement la pratique, tant pour rendre explicites les distinctions entre sa pratique politique et la rationalité technique de l'État que pour intervenir positivement sur l'ajustement des procédés pratiques.

4. Comme nous l'avons déjà commenté, ce ne fut pas le contexte qui a réuni les conditions de la mise en place au Brésil de programmes autogestionnaires de production de logement, la plupart du temps ce fut

l'inverse : le programme se présente comme la plate-forme d'une action politique qui cherche à installer un autre contexte. D'une certaine façon, c'est ce qui est arrivé, sous une forme plus radicalisée à Belo Horizonte où la pratique se dessine à partir de la mise en œuvre du programme « Autogestion » par le pouvoir public municipal, invitant les mouvements de quartiers à devenir des partenaires (Cunha, 1983). En général, on a clairement vu l'incompatibilité « non antagonique » du modèle, si modèle il y a, et la complexité du réseau d'événements qui constitue les divers contextes régionaux. Autrement dit, il a été possible de refaire le modèle uruguayen à São Paulo et à Belo Horizonte mais pas sans que le contenant ait dû s'adapter au contenu. Dans le cas de Fortaleza, les idées de Turner convergent totalement avec les discours locaux de l'époque et trouvent de fortes résonances dans le cas de l'ensemble Palmares et dans l'occupation de Pirambú. Pourtant, lorsque les propositions tunériennes se mêlent au quotidien des pratiques locales ou se trouvent intégrées par les programmes publics, elles paraissent perdre de leur vitalité, de leur puissance en se diluant dans un discours de platibandas et dans une « mer de *mutirões* ». Il faudrait réajuster la pratique aux nouvelles dimensions de l'armature juridique des structures qui articulent les programmes. Autrement dit, réinventer le modèle, en dotant légalement l'association des usagers de formes juridiques qui permettent d'agencer autrement l'administration de l'entraide financière (sa gestion collective serait prévue jusque dans les formes de retour de l'investissement), d'appliquer différemment le droit de propriété, avec la création consécutive de mécanismes pour cette gestion collective. Ces formes juridiques peuvent même prévoir la possibilité de constituer un système d'entraide pour des groupes dispersés sur un territoire, car ce qui importe est la gestion collective des ressources pour la production de logement et la possibilité de les optimiser dans un processus par étapes.

5. De toute façon, toujours sur le plan des évaluations objectives, on ne peut nier la possibilité de réduire fortement les coûts de production par le recours à des formes simples d'organisation du travail du futur habitant. Il s'agit d'une comptabilité que même le contestataire le plus opiniâtre du projet est obligé d'admettre. Pourtant, la spécificité de nos évaluations découlait d'un autre ordre de rationalité économique. En premier lieu, il est indiscutable que les processus autonomes de gestion de la production de logement peuvent conduire à un projet et à un environnement bâti de meilleure qualité. Le « Mutirão 50 », opposé à « la mer de *mutirões* » de Fortaleza, crée un effet paradigmatique : la discussion sur les diverses formes d'organisation plastique des façades des maisons a débouché sur la décision d'intégrer, dans la conception, les références propres aux habitants, en rappelant la géométrie différenciée des platibandas de leurs maisons à l'intérieur du Ceará et d'autres États. Ici avait prévalu une notion de qualité en réponse à l'appropriation

subjective de l'espace par les *mutirantes* légitimée par la qualification de leur participation. Lorsque l'administration publique fait sien le modèle mais n'en retient que l'usage de la forme simple d'organisation du travail, le *mutirão*, cette notion de qualité se vide de son contenu, car elle ne garde, par absence de dialogue, qu'une reproduction mécanique : une infinité de platibandas ne faisant que reproduire des formes géométriques dépourvues de références authentiques. Ce niveau de valorisation subjective de qualité n'entre absolument pas dans la comptabilité à laquelle nous nous référerions. Il est un autre point qui ne coïncide pas non plus avec ce procédé comptable pour l'étalonnage de la qualité, c'est le degré du réaménagement social issu du processus autogéré de production de logement. Quels sont les aspects indiscutablement positifs de ces processus ? Nous ne prenons pas ici le risque de les énoncer. Pourtant, ceux qui y participent en sortent marqués. Par exemple on voit souvent les femmes changer leur façon personnelle et subjective de se positionner dans le groupe de travail et par suite, face au groupe social d'appartenance, la façon de vivre leur relation avec le compagnon, ou de cesser d'en avoir, de se positionner comme professionnelles ou même de s'affirmer maîtresses de leur propre vie. Un autre volet de propositions concernant l'étalonnage quantitatif n'entre pas dans une évaluation directe de la qualité finale du produit. Il s'agit de la possibilité, comme nous l'avons déjà dit, de maintenir une espèce d'audit permanent sur les dépenses publiques dans la production de logement : la production à prix coûtant des *mutirões* autogérés permet une vérification, en temps réel, des distorsions ou des ajustements entre la qualité des matériaux utilisés, les coûts budgétés et les services implantés dans l'ensemble du marché de la construction civile. Il s'agit donc de quelque chose de proche d'un audit permanent du secteur. C'est ce que la présente recherche entend démontrer sur la base d'analyses comparatives.

6. Il est certain que les procédés analysés peuvent offrir une meilleure qualité, si l'on se réfère au standard le plus rigoureux établi au Brésil pour la production de l'habitat populaire. Cependant, il ne semble pas qu'existe un quelconque déterminisme entre modèle et résultat : tout dépend de la manière de concevoir et de conduire le processus, de la capacité organisationnelle du groupe, de l'existence d'entités qualifiées d'assistance technique, de l'infrastructure installée par l'institution pour la gestion partagée des ressources, etc.

7. Dans certaines circonstances, le processus a amené le groupe à établir de nouveaux modes d'appropriation du sol urbain et un autre rapport individuel et collectif avec le milieu social et la ville. Dans d'autres cas, non, la relation entre l'habitant et la ville demeure précaire. Ceci signifie, en partie, que le processus vécu n'était pas forcément l'apparition de nouvelles dimensions de la vie publique et du vivre ensemble

dans la ville. Le temps et les élaborations autonomes nécessaires à leur émergence ne sont souvent pas compatibles avec le chronogramme des travaux. Il faut en tenir compte, particulièrement au moment de la mise en place de programmes qui prévoient la participation populaire : on obtient la simplification d'un processus extrêmement complexe en essayant de rendre compatible le chronogramme matériel et financier et le chronogramme prévus dans le projet de travail social. Cet élément de planification existe dans presque toutes les situations étudiées.

8. Les travaux de recherche nous ont fait comprendre aussi que, dans le fond, le système de construction et le système de matériaux utilisés ont peu d'importance, ce qui peut paraître totalement inadéquat aux yeux de ceux qui voient pour le problème de l'habitat une issue purement technologique. Pourtant, le souci que nous avons noté à Belo Horizonte causé par le beau bloc de scorie métallurgique utilisé dans l'ensemble Urucuia, contrastait de manière bien éloquente avec la précarité apparente du bloc de simple ciment utilisé dans le Mutirão 50 et dans divers autres *mutirões* de Fortaleza. Si à Urucuia les habitants se préoccupaient de la détérioration progressive des matériaux qui montraient un effritement permanent des parties extérieures, à Fortaleza, rien ne venait remettre en cause l'usage du tout-ciment, qui sous l'angle du confort, était peut-être le matériau le plus approprié au contexte climatique. Ce qui semble aller dans le même sens est, encore une fois, le caractère pluriel de cet usager que nous avons mentionné en début d'article. Peut-être, l'indifférence éventuelle de l'ouvrier est-elle supplantée par le niveau de satisfaction du futur habitant et propriétaire. Cette stéréographie de l'usager conduit aussi à un mélange de positionnements. Ce qui semble importer, en fin de compte, serait effectivement la qualité du système de production comme un tout. Il articulerait la qualité du matériau, son mode de production, sa durabilité, ses modalités d'utilisation enfin, la fonctionnalité intégrale du processus de production avec la stabilité et la longévité de la construction, le confort, l'adéquation des formes et la fonctionnalité spatiale, toutes choses qui constituent les préoccupations typiques de l'habitant et futur propriétaire.

9. Peut-être une conséquence de cette caractéristique plurielle du *mutirante*, est-elle la rareté des accidents mortels dans les travaux réalisés en *mutirão* autogéré. L'étude que nous avons réalisée ne s'est malheureusement pas attardée sur une évaluation détaillée du traitement des risques et des accidents dans les chantiers autogérés mais elle semble confirmer un vieux précepte marxiste : la production sous contrainte suppose un travail aliéné. Dans le cas contraire, la condition ouvrier/propriétaire/membre de la coopérative implique, sans prétendre atteindre un haut niveau, un travail pour le moins plus vigilant.

10. Cette pluralité jouerait également sur le mode d'appropriation de l'immobilier. Même dans le cas d'appartements, comme à Serrano, à Belo Horizonte, les habitants montrent avec fierté l'étroite portion de sol obtenue par la suppression d'un mur, agrandissant nettement la cuisine. Ceci est un différentiel non mesurable par les voies comptables. Dans le cas de São Paulo, un tiers des *mutirantes* de l'União da Juta ont plaidé pour que dans les logements, la salle à manger et la cuisine constituent un seul espace, « une cuisine américaine » comme ils la nomment. La réunion d'espaces fragmentés pour former un seul lieu a provoqué un réaménagement de tout le projet et facilité en outre une liaison entre les immeubles par l'implantation de petites places, les unités de voisinage, qui entraînent dans l'argumentaire du projet. Dans un cas comme dans un autre, il semble que le processus de discussion du projet, quand celui-ci présuppose un dialogue total, a contribué à rendre effectives diverses formes d'appropriation du logement. Pourtant, la différence reposait toujours sur l'idée que c'était lui, l'habitant, qui avait construit tout cela, projet, travaux et processus : lui savait conter cette histoire en tant que sujet et non en spectateur.

11. Par ailleurs, le fait que ce sujet rassemble en une seule personne la qualité de propriétaire, d'ouvrier, et de membre d'une coopérative, ne l'exempte pas de postures qui le rapprochent des idiosyncrasies propres à la subjectivité produite par le régime de propriété privée et par les relations idéologiques socialement instituées. En même temps que ce sujet agit en ouvrier qui doit respecter des ordres, il ordonne aussi et veut être reconnu comme patron. Il défend son droit à la participation inconditionnelle à toutes les phases du processus tout en n'admettant pas les ingérences dans l'espace privé de son régime de propriété. Il se permet de discuter l'administration collective des achats, mais n'admet pas sa coresponsabilité quand les matériaux et les services ne correspondent pas à ce qu'il avait imaginé et ainsi de suite...

Références bibliographiques

- Cunha, F.S. (1983), « Movimentos sociais urbanos e redemocratização, a experiência do movimento favelado de Belo Horizonte », *Novos Estudos*, CEBRAP, n° 35, mars, pp. 133-143.
- Santos, C.N.F. (1981), *Movimentos Urbanos no Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro : Zaha Editores.
- Turner, J.F.C. (1976), *Housing by people : Towards Autonomy in Building Environments*. Ideas in Progress. London : Marion Boyars Publishers.
- Turner, J.F.C. (1989), « Da provisão centralizada à autogestão local – novas direções para a política habitacional », In : Mascaro, L., coord. ; *Tecnologia e Arquitetura*, São Paulo : Ed. Nobel.